

# La Gauche bolchevik et le pouvoir ouvrier

1920 – 1927

(1<sup>ère</sup> édition)

## Sommaire

### Présentation

Le Centralisme démocratique, l'Opposition ouvrière, les oppositions clandestines, la crise du parti, Cronstadt et la fin de l'épisode révolutionnaire en Russie...

### Première partie

Du « Centralisme démocratique » à la critique radicale du pouvoir soviétique avec la <i>Plateforme des quinze</i> .	6
<b>Avant Thermidor</b>	8
<i>(brochure publiée en 1928 par les groupes d'Avant-garde communiste)</i>	
Table des matières	
Avant-propos	9
<b>A LA VEILLE DE THERMIDOR</b>	10
<i>(document adressé au Comité central du PC de l'URSS)</i>	
<b>Lettre d'accompagnement des signataires adressée à tous les membres du C.C. du W.K.P. (27 juin 1927)</b>	37

### Deuxième partie

Une autre vision de l'Opposition ouvrière	39
<b>L'Opposition Ouvrière</b> d'Alexandra Kollontaï (1921)	42
<i>(repris de Socialisme ou Barbarie n° 35, janvier-mars 1964)</i>	
<b>Plateforme de l'Opposition ouvrière (1921)</b>	59
<i>(repris de A. Kollontaï, L'opposition ouvrière, Editions du Seuil)</i>	
<b>Lettre des vingt-deux membres de L'Opposition aux membres de la Conférence internationale de l'Internationale communiste (26 février 1922)</b>	62
<b>Où va la Révolution russe ?</b> Boris Souvarine	63
<i>(La Révolution prolétarienne n°20, août 1926)</i>	
<b>La crise du P.C. russe</b>	
<b>LES IDÉES DE «L'OPPOSITION OUVRIÈRE »</b>	70
<i>Bulletin Communiste, septième année, n°16, 12 février-mars 1927</i>	
<b>La vérité sur l'Opposition Ouvrière, Aleksandre Chliapnikov</b>	76
<i>(La Révolution prolétarienne n°22, octobre 1926)</i>	

### Annexes

"Déclaration des 46" au Politburo du CC PCR (b) (15 octobre 1923)	79
Chronologie	82
Biographies des principaux communistes de gauche	83
Bibliographie succincte	88

*« Qui dit que Cronstadt était blanche ? Non. Pour nos idées, pour la tâche qui est la nôtre, nous avons été contraints de réprimer la révolte de nos frères égarés. Nous ne pouvons considérer les matelots de Cronstadt comme nos ennemis. Nous les aimons comme des frères véritables, notre chair et notre sang. »*

Boukharine devant le III<sup>e</sup> congrès de l'IC (juin 1921)

*« Ce qui nous intéresse, c'est son influence [le prolétariat] et son rôle dans l'organisation de la production. [...] La classe ouvrière en général doit être maître de la production. Certes, ce ne sont pas les ouvriers de telle ou telle entreprise qui doivent en être maîtres. Cette thèse est commune aux communistes de droite et gauche. [...] En attendant, soulignons que l'organisation du travail ne doit pas seulement transformer l'ouvrier en appendice de la machine, en force mécanique dont la tâche majeure est de produire le plus possible. Pour l'organisation socialiste du travail, le plus important est le travail « concret », conscient de création de biens utiles pour la société. [...] Du point de vue socialiste, le paiement aux pièces et le chronométrage sont absolument inadmissibles. [...] Si le prolétariat ne sait pas comment créer les conditions nécessaires à l'organisation socialiste du travail, personne ne peut le faire à sa place et personne ne peut l'obliger à le faire. Le bâton, s'il est levé contre les travailleurs, se trouvera dans les mains d'une force sociale qui sera, soit sous l'influence d'une autre classe sociale, soit dans les mains du pouvoir soviétique. Le pouvoir des soviets sera alors obligé de s'appuyer, contre le prolétariat, sur une autre classe (par exemple la paysannerie) et par là même, il se détruira lui-même en tant que dictature du prolétariat. Le socialisme et l'organisation socialiste seront construits par le prolétariat lui-même où ils ne seront pas construits du tout ; quelque chose d'autre sera installé : le capitalisme d'État. [...] La propagande pour la « mobilisation des ouvriers » et leur « autodiscipline » comme tâche immédiate est nuisible parce qu'elle vise à mécaniser le prolétariat dont le devoir principal est actuellement de tendre toutes ses forces vives, sociales et organisationnelles. Elle détourne l'attention de la tâche principale - l'organisation des facteurs objectifs et décisifs de la productivité du travail. »*

Ossinski, *Kommounist*, numéro 2, avril 1918

# Présentation

Léonard Schapiro débute son livre *Les bolcheviks et l'opposition*<sup>(1)</sup> en écrivant : « il est surprenant qu'à ma connaissance l'histoire de l'opposition politique à Lénine n'ait jamais fait l'objet d'une étude complète et détaillée. »<sup>(2)</sup> C'est vrai. Il a commencé ce travail mais pourquoi se limite-t-il en 1922 ? En fait, il s'arrête quand il croit que le pouvoir ne peut plus être remis en cause par des oppositions notamment suite à une mesure qui pèse fortement et plus que d'autres, l'interdiction des fractions internes au X<sup>ème</sup> Congrès du parti communiste (mars 1921) et à un moment où le pouvoir va aussi mater dans le sang la rébellion de Cronstadt. C'est une certaine vision institutionnelle de l'histoire, celle de ceux qui possèdent le pouvoir et qui ont réussi à imposer le leur. Il l'écrit d'ailleurs dans sa conclusion « *Beaucoup d'entre eux (les dirigeants bolcheviques) devaient encore se rebeller en 1923* »<sup>(3)</sup> lorsqu'ils découvrirent qu'il s'était agi en réalité de consolider la domination de l'appareil central du Parti. Mais alors, comme autrefois, c'était trop tard. »<sup>(4)</sup> De notre point de vue l'histoire n'est pas uniquement faite par les vainqueurs. Il est des victoires qui s'avèrent être des défaites. Pour le mouvement ouvrier qui n'a connu qu'une liste impressionnante de défaites, ce qui a suivi de la révolution en Russie à savoir la constitution d'un Etat impérialiste considéré en général comme une victoire s'analyse comme étant une terrible défaite. Par contre, la lutte de la gauche bolchevik ainsi que ses idées s'avèrent être aujourd'hui très fécondes malgré les successions de défaites à l'époque : échec de la révolution en Allemagne, en Hongrie, massacre de la révolte des ouvriers de Cronstadt, etc..... Il reste donc à en faire son histoire.

Ainsi, cette méconnaissance ne s'arrête pas à la période de la vie de Lénine. Pour nombre de protagonistes communistes de l'époque, les débats dans le parti russe commencent avec la « *Déclaration des quarante-six "vieux bolcheviks"* » du 15 octobre 1923, remise au bureau politique du parti. Dans ce document ces derniers critiquent sévèrement la politique économique mais encore plus fermement le régime intérieur du parti.

« *Le parti a cessé dans une mesure considérable d'être une collectivité indépendante vivante [...] On observe une division croissante entre une hiérarchie de secrétaires [...], les fonctionnaires du parti recrutés par en haut, et la masse du parti qui ne participe pas à sa vie commune.* » (*Bulletin communiste*, n° 32-33, 1933)

Cette méconnaissance au niveau international des membres des partis communistes nationaux est extraordinaire à l'époque ; il n'était pas coutumier de discuter de la situation du parti russe au sein de l'Internationale communiste (IC). Bizarre pour des internationalistes ! Les affaires russes sont la chasse gardée des russes ! Ainsi, Bordiga<sup>(5)</sup> s'est élevé fortement contre cette règle au cours d'un accrochage politique très sérieux avec Staline le 22 février 1926 (au 6<sup>ème</sup> Exécutif élargi de l'IC) sur le droit de l'Internationale à discuter la question russe. Lors de cet exécutif, Bordiga s'oppose et

critique également de façon véhémente la théorie du « *socialisme en un seul pays* ».

Du fait de cette règle qui veut que l'on ne discute pas de la question russe, on comprend aisément que les membres de l'Internationale n'ont eu connaissance des dissensions à l'intérieur du parti communiste russe qu'au moment où Trotski a entamé son combat. C'est pourquoi, les fractions et les courants au sein du parti russe restent aujourd'hui encore pour bon nombre d'observateurs et d'historiens de la Russie une affaire qui se réduit à l'Opposition trotskiste.

Trotski lui-même a donné forme à cette interprétation en qualifiant la *Déclaration des quarante-six* « vieux bolcheviks » du 15 octobre, la déclaration de « l'Opposition de 1923 ». Rien n'est plus simpliste. Cette déclaration est indépendante de la lettre que Trotski écrit le 8 octobre 1923 au bureau politique même si un grand nombre d'amis politiques de ce dernier y ont souscrit.

Alors que la plupart des quarante-six signataires sont des anciens communistes de gauche de la fraction de 1919 qui avaient repris pour la plupart le combat politique dès décembre 1919 au sein du groupe du « centralisme démocratique » soit 16 au moins à notre connaissance et bien souvent à l'époque contre les positions de Trotski.

Le travail que nous présentons, fait suite au livre publié par les éditeurs du Collectif Smolny qui traite de la fraction des communistes de gauche en Russie en 1918 et plus particulièrement du débat sur les mesures économiques et sociales de la période de transition. Avec cette publication de documents des communistes de gauche de 1921 à 1929, nous apportons au lecteur la matière brute peu ou pas connue encore aujourd'hui sur les divergences et les luttes au sein du PC russe.

Nous avons conscience que notre travail reste encore incomplet et nous espérons qu'il fera des émules. Nous avons souhaité regrouper les textes importants qui ont été publiés en français, pour la plupart de façon éparse et à différentes époques, dans de nombreuses publications souvent confidentielles.

## Le Centralisme démocratique (1919-1921)

Il existe une filiation évidente et directe entre la fraction de 1918 des communistes de gauche et le groupe du Centralisme démocratique<sup>(6)</sup> ou « *décistes* »<sup>(7)</sup> qui se crée en décembre 1919 que ce soit au niveau des individus ou des idées défendues. Les divergences qui avaient été mises sous le boisseau du fait de la gravité de la situation au cours de la guerre civile une fois celle-ci terminée, resurgissent. Pendant toute l'année 1918 les dissensions couvèrent. Lénine s'était prononcé en mai-juin 1918 au Premier Congrès des Conseils économiques pour la « *discipline dans le travail* » et la « *gestion par un seul homme* » et la nécessité d'employer des spécialistes bourgeois dans les entreprises. Ossinsky et Smirnov soutenus par de nombreux délégués de province exigeaient

1. Les Iles d'Or, Paris, 1957, 396p.

2. pages 9 et 10.

3. *Déclaration des quarante-six* du 15 octobre 1923, publiée en annexe.

4. page 294.

5. Fondateur du parti communiste italien.

6 Le Centre d'éducation et de recherches "Praxis" (Moscou) prépare la publication d'un recueil des documents et des matériaux des "centralistes démocratiques" ("décistes") en tout près de 50 documents d'environ 500 pages de : thèses, documents politiques des "saprovnovtsy", etc...

7. A partir des initiales en russe du terme Centralisme démocratique : « D.C ».

« une administration ouvrière...non seulement d'en haut mais aussi d'en bas ». Une sous commission du congrès accepta une résolution pour que les deux tiers des représentants siégeant au conseil d'administration des entreprises industrielles soient élus parmi les ouvriers<sup>(8)</sup> ce qui rendit Lénine furieux. En séance plénière il fit « corriger » la résolution en décidant qu'un tiers au plus du personnel dirigeant serait élu. Il y eut à ce moment là une scission dans au sein des communistes de gauche. Radek était prêt à accepter « la gestion par un seul » en échange des décrets de nationalisation de juin 1918 qui garantissait le régime à ses yeux et inaugurait le « communisme de guerre ». Boukharine quitta aussi le groupe. Les idées du groupe continuent à avoir de l'écho et devaient ressurgir avec un nouveau groupe des *Démocrates centralistes*. En effet le Centralisme démocratique se forme à nouveau autour d'Ossinsky, Sapronov, Smirnov, Massimovski, Kossior, etc..., sur les mêmes questions de la défense de la démocratie ouvrière contre la militarisation croissante du régime. En outre, ils continuent de protester contre le principe de "la direction unique" dans l'industrie et de défendre le principe collectif ou collégial comme étant "l'arme la plus efficace contre la départementalisation et l'étouffement bureaucratique de l'appareil d'Etat" (Thèses sur le principe collégial et l'autorité individuelle). Alors qu'ils reconnaissent comme ils l'avaient déjà fait dans leur journal *Kommunist* de 1918, la nécessité d'utiliser des spécialistes bourgeois dans l'industrie et dans l'armée, ils mettent surtout l'accent sur la nécessité de mettre ces spécialistes sous le contrôle de la base : "Personne ne discute la nécessité d'employer des spécialistes - la discussion, c'est : comment les emploie-t-on ?" (Sapronov, cité par Daniels, *The Conscience of the Revolution*, p.109).

Ils reprennent aussi la nécessité, comme ils l'avaient affirmé dès 1918 de redonner vie aux conseils ouvriers (soviets). Ils s'insurgent contre la perte d'initiative des conseils ouvriers locaux et suggèrent des réformes ayant pour but de les revitaliser comme organes effectifs de la démocratie ouvrière. Ainsi au cours d'une conférence du P. C. qui s'était réunie en décembre 1919 et qui se préoccupait de la structure de l'Etat, Sapronov a réussi, malgré l'opposition de Vladimirsky<sup>(9)</sup> qui était le porte-parole officiel du parti, à faire adopter son projet de résolution prévoyant des modifications dans la composition du Comité exécutif central afin de le rendre plus représentatif ainsi que des réformes destinées à redonner un pouvoir effectif aux comités exécutifs des soviets locaux. De même un long débat a eu lieu au sujet des projets respectifs de Vladimirsky et Sapronov au sein d'une commission du VII<sup>e</sup> congrès des soviets réuni immédiatement après la conférence du Parti communiste ; la résolution adoptée était basée sur le projet de Sapronov et contenait la plupart de ses mêmes propositions. En définitive, la résolution demeurera lettre morte.

Le VIII<sup>e</sup> congrès du parti réuni en mars 1919 a réorganisé son fonctionnement, avec un bureau politique et un comité central ainsi que par la création d'un bureau d'organisation alors que la politique du « communisme de guerre » entraînait la mobilisation et le contrôle de toutes les ressources du pays. En décembre 1919, Trotski propose la militarisation du travail, c'est dans cette ambiance que se manifeste la lutte des Centralistes démocratiques.

En mars-avril 1920, le IX<sup>e</sup> congrès du P.C. est notamment marqué par le débat avec le Centralisme démocratique<sup>(10)</sup>. Le groupe dénonce la centralisation et les méthodes autoritaires du Comité Central qu'il qualifie de « *centralisme bureaucratique* » et de « *centralisme autoritaire* » et qu'il met en relation avec la gestion administrative et économique de l'Etat<sup>(11)</sup>. Les centralistes démocratiques condamnent aussi l'organisation 'technocrate' du travail avec le principe, proclamé par Lénine, de la « *direction par une personne* », l'*ednonachal'ie*. Ils reprochent à Lénine d'avoir détourné le sens de la formule centralisme-démocratique en développant l'autoritarisme hiérarchique à la faveur de la guerre civile et des nouveaux organes créés. Le IX<sup>e</sup> congrès leur opposera le principe supérieur d'unité tout en décidant la création d'une Commission de contrôle pour enrayer les abus de pouvoir et le bureaucratisme.

En septembre 1920 ils dénoncent la bureaucratisation du parti, la concentration croissante du pouvoir dans les mains d'une petite minorité. Le congrès se termine d'ailleurs par le vote d'un manifeste qui appelle à des "critiques plus générales des institutions du parti tant centrales que locales" et que soit rejetée "toute sorte de répression contre les camarades parce qu'ils ont des idées différentes". Cela montre encore à cette époque, la vitalité du débat dans le parti et l'influence que ces critiques ont encore en son sein. (Résolution du IX<sup>e</sup> Congrès du Parti sur les nouvelles tâches de la construction du Parti).

Ainsi dans les années 1919 et 1920, les Centralistes démocratiques recommandaient de sauvegarder la liberté au sein du P. C. Ils voulaient que le Comité central ne dirige pas le parti, mais le guide suivant une ligne générale, sans se mêler des détails. Ils insistaient pour que les « militants de base » débattent des questions avant toute décision importante, qu'aux élections du parti les minorités soient représentées et qu'elles bénéficient de moyens pour publier leurs opinions. L'attitude de ces militants vis-à-vis des mesures du régime en période de guerre civile peut être résumée dans les phrases suivantes d'Ossinsky qui déclarait en mars 1920, au IX<sup>e</sup> congrès du P. C. : « *Le camarade Lénine dit que l'essence du centralisme démocratique est contenue dans le fait que le congrès élit le Comité central, tandis que le Comité central dirige (le parti). Nous ne pouvons approuver cette opinion quelque peu fantaisiste... Nous estimons que le centralisme démocratique... consiste à mettre en application les directives du Comité central par (l'intermédiaire) des organismes locaux, dans l'autonomie responsable de ces derniers et dans leur responsabilité pour leur domaine de travail* »<sup>(12)</sup>

Et aussi : "Le mot d'ordre fondamental que nous devons mettre en avant dans la période actuelle est celui de l'unification des tâches militaires, des formes militaires d'organisation et de méthode d'administration, avec l'initiative créative des ouvriers conscients. Si, sous la couverture des tâches militaires, vous commencez en fait à implanter le bureaucratisme, nous disperserons nos forces et n'arriverons pas à remplir nos tâches" (Cité par Daniels, *Histoire documentaire*, p.186).

10. Réponse de Lénine au groupe Centraliste démocratique dans ses conclusions sur le rapport politique in *Œuvres*, tome 30, pages 475 et suivantes.

11. Voir la résolution du IX<sup>e</sup> congrès, en avril 1920: "En dernier ressort, la direction par une personne, même là où un spécialiste dirige, est une expression de la dictature du prolétariat".

12. Ossinsky, cité par Shapiro, in *Les origines de l'absolutisme communiste*, Albatros, Paris, 1957, 191p.

8. page 107, *Socialisme ou Barbarie* n°35, mars 1964.

9. Mikhaïl Vladimirsky, (1874 - 1951). Membre du comité central de mars 1918 à mars 1919.

On retrouve également, encore en 1927, ces positions politiques de défense de l'initiative des ouvriers comme nous le montrerons dans *A la veille de Thermidor* et tout au long de l'existence des communistes de gauche. Certains membres du Centralisme démocratique s'étaient déjà engagés dans "l'Opposition militaire", qui s'était formée pendant une brève période en mars 1919. Les besoins de la guerre civile avaient alors forcé la mise en place d'une force combattante centralisée, l'Armée Rouge, composée non seulement de travailleurs mais aussi de recrues provenant de la paysannerie et d'autres couches sociales. Très rapidement, cette armée commença à se conformer au schéma hiérarchique établi dans le reste de l'appareil d'État. L'élection des officiers est rapidement abandonnée parce que "*politiquement inutile et techniquement inefficace*" (Trotski, "*Travail, discipline et ordre*", 1920). La peine de mort pour désobéissance au feu, le salut et les formes spéciales pour s'adresser aux officiers ont été rétablies et les distinctions hiérarchiques renforcées surtout dans l'État major de l'armée, ainsi que le recrutement d'ex-officiers de tous niveaux de l'armée impériale.

Le porte-parole principal de cette opposition fut ainsi Vladimir Smirnov qui s'opposait à la tendance à modeler l'Armée rouge sur les canons de l'armée bourgeoise classique. Il ne s'opposait ni à la mise en place de l'Armée rouge – le journal *Kommunist* l'avait réclamé avec force dès janvier 1918 –, ni à l'emploi de "spécialistes" militaires, mais il était contre la discipline et une hiérarchie excessives et réclamait que l'orientation politique générale de l'armée ne se sépare pas des principes communistes. La direction du Parti accusait à tort (rappelant le débat de Brest-Litovsk) ceux de l'opposition militaire de vouloir démanteler l'armée au profit d'un système de détachements de partisans plus adaptés à la guerre des paysans ou à la guérilla de partisans. En fait, la majorité du parti confondait les formes bourgeoises de centralisation hiérarchique avec la centralisation et l'autodiscipline provenant de la base qui est la marque caractérisant le prolétariat. Ce que réclamait l'opposition militaire sera rejeté.

Les débats et les idées précises des communistes de gauche qui sont leur caractéristique constante, resurgirent également sur les autres questions en discussion dans le parti.

## L'Opposition ouvrière

Elle ne possède pas tout à fait la même filiation que les Centralistes démocratiques même si physiquement l'on retrouve en son sein quelques membres des communistes de gauche des années 1918 comme Alexandra Kollontaï ou bien Miasnikov. La formation politique de Gabriel Miasnikov et de ses camarades ouvriers est plus difficile à caractériser. Ce dernier faisait bien partie des communistes de gauche en 1918 mais s'il se retrouve dans la mouvance de l'Opposition ouvrière c'est que cette fraction du parti est composée en majorité d'ouvriers alors que les Centralistes démocratiques sont principalement des membres du comité central et des organes dirigeants du parti.

Par ailleurs, un certain nombre d'éléments identifiés qui se regroupent dans l'Opposition ouvrières sont issus d'un autre courant de gauche du parti bolchevik. Dès avant le retour de Lénine en Russie en avril 1917, la fraction des métallos de Petrograd animée par Chliapnikov et Kollontaï défendaient l'idée que les conseils ouvriers étaient les éléments indispensables au pouvoir révolutionnaire et en cela ils s'opposaient à l'aile droite des bolcheviks qui, à l'instar des mencheviks défendaient la présence des assemblées ouvrières dans le seul

but de conforter et de consolider le pouvoir officiel de la bourgeoisie ayant renversé le tsarisme. Or cette insistance, grâce aux Comités d'usines fournissant le réservoir de la Garde rouge sous l'impulsion de Chliapnikov et d'Eremeev, permit aux bolcheviks d'obtenir la victoire en octobre. Ainsi ultérieurement, l'Opposition ouvrière représentait-elle les ouvriers qui se trouvaient notamment dans les syndicats et toujours en majorité dans le syndicat des métallurgistes.

En mars 1921, au X<sup>ème</sup> congrès du Parti éclata au sein du parti bolchevik une controverse qui était devenue de plus en plus aiguë depuis la fin de la guerre civile : la question syndicale. En apparence, c'était un débat sur le rôle des syndicats pendant la dictature du prolétariat, mais en fait, c'était l'expression de problèmes beaucoup plus profonds sur l'avenir du pouvoir et de ses relations avec la classe ouvrière. Par tactique, Lénine orienta le débat sur la question syndicale et les autres questions furent donc passées à la trappe.

En résumé, il y avait trois positions dans le Parti sur la question syndicale :

- celle de Trotski, Boukharine, etc... pour l'intégration totale des syndicats à "l'État ouvrier", où ils auraient pour tâche de stimuler la productivité du travail (en cela Trotski essayait de calquer la position qu'il avait défendue pour l'organisation de l'armée rouge);
- celle de Lénine pour qui les syndicats doivent toujours agir en tant qu'organes de défense de la classe, même contre "l'État ouvrier". Il défendait l'idée qu'ils souffraient eux aussi de "*déformations bureaucratiques*"; (Plateforme des Dix<sup>13</sup>) qui se voulait être une position intermédiaire ;
- celle de l'Opposition Ouvrière, pour la gestion de la production par les syndicats industriels qui devaient rester indépendants de l'État soviétique.<sup>(14)</sup>

En fait tout le cadre de ce débat était totalement inadéquat et passait à côté des questions principales : l'état de la classe ouvrière et son pouvoir propre. L'Opposition Ouvrière exprimait de façon confuse et hésitante l'antipathie du prolétariat pour les méthodes bureaucratiques et militaires devenues de plus en plus la marque du régime. La classe ouvrière souhaitait que les choses changent maintenant que les rigueurs de la guerre avaient pris fin.

Les dirigeants de l'Opposition Ouvrière provenaient en grande partie de l'appareil syndical et ils semblent avoir eu un soutien considérable de la classe ouvrière dans le sud-est de la Russie d'Europe et à Moscou, surtout chez les ouvriers de la métallurgie. Chliapnikov et Medvediev<sup>(15)</sup>, deux des membres de la direction du groupe, étaient tous deux ouvriers métallurgistes. C'est ainsi Alexandra Kollontaï, la membre la plus célèbre du groupe, qui en écrivit le texte programmatique : le projet de "Plateforme sur la question syndicale" soumis par le groupe au X<sup>e</sup> congrès (8-16 mars 1921).

*"L'Opposition Ouvrière est née du plus profond du prolétariat industriel de la Russie soviétique et a puisé sa force non seulement dans d'effroyables conditions de vie et de travail de sept millions de prolétaires industriels, mais encore*

13. Lénine, Zinoviev, Kamenev, Staline, etc...

14. Cf. Ces trois Plateformes in Alexandra Kollontaï, l'Opposition ouvrière, Seuil, 1974.

15. Sergéi Medvediev, (1885-1937), membre du POSDR depuis 1900 et bolchevik depuis 1903. Il est exclu du CC du syndicat panrusse des métallurgistes. Il est exclu du parti en 1933. Exécuté le 10 septembre 1937. Nous gardons la transcription de Souvarine, son nom s'orthographie normalement, Medvedev.

dans les multiples écarts, oscillations et contradictions de notre politique gouvernementale et même dans ses franches déviations de la ligne de classe nette et conséquente du programme communiste". (in *L'Opposition Ouvrière*, publié ci-après)

Kollontaï poursuit en soulignant les conditions économiques effroyables qu'a dû affronter le nouveau pouvoir après la guerre civile. Elle attire également l'attention sur la croissance de la couche bureaucratique dont les origines se situent en dehors de la classe ouvrière : dans l'intelligentsia, la paysannerie, les restes de la vieille bourgeoisie, etc. Cette couche en arrive à dominer de plus en plus l'appareil soviétique et le Parti lui-même. Elle engendre le carriérisme qui ne porte que dédain pour les intérêts du prolétariat. Pour l'Opposition Ouvrière comme l'avaient développé avant elle les communistes de gauche, l'Etat soviétique lui-même n'était pas un pur Etat prolétarien mais une institution hétérogène obligée de tenir un équilibre entre les différentes classes et couches de la société. Elle insistait sur le fait que la façon d'assurer que la révolution reste fidèle à ses buts initiaux, n'était pas de confier sa direction à des technocrates non prolétaires et aux organes socialement ambigus de l'Etat, mais à s'en remettre à l'auto activité et au pouvoir créatif des masses ouvrières elles-mêmes :

"Cette vérité qui est simple et claire pour n'importe quel ouvrier est perdue de vue par les sommets de notre Parti : le communisme ne peut pas être décrété. Il doit être créé par la recherche des hommes vivants, au prix d'erreurs parfois, mais par l'élan créateur de la classe ouvrière elle-même". (Kollontaï in *L'Opposition ouvrière*, ci-après)

L'Opposition ouvrière avait des limites importantes déjà en concevant la dictature du prolétariat comme étant celle du Parti. Comme beaucoup de communistes de gauche, cette vision les entraîne dans un acte de fidélité au Parti ce qui se manifestera au cours du X<sup>ème</sup> congrès du parti. La révolte de Cronstadt éclate, les leaders de l'Opposition ouvrière donneront des gages en se portant d'eux-mêmes candidats sur le front<sup>(16)</sup>. Ils n'ont pas été seuls. Aucune des autres fractions de gauche en Russie n'a compris l'importance du soulèvement de Cronstadt en tant que dernière grande lutte des ouvriers pour le rétablissement du pouvoir des conseils.

A la fin du congrès, l'Opposition ouvrière est malgré tout condamnée comme "déviante anarchiste, petite-bourgeoise" et "élément objectivement contre-révolutionnaire".

L'interdiction des "fractions" au X<sup>ème</sup> congrès du parti porta un coup fatal à l'Opposition ouvrière mais également au Parti même si la mesure devait être prise à titre exceptionnel dans une situation exceptionnelle.<sup>(17)</sup> Confrontée à la perspective d'un travail illégal et clandestin, l'Opposition ouvrière s'avéra incapable de maintenir son opposition au régime. Quelques-uns de ses membres continueront à lutter pendant les années 20, en association avec d'autres fractions illégales ; d'autres capitulèrent tout simplement. Kollontaï, après ce combat, ne s'opposera plus jamais au régime. Elle fut nommée ambassa-

drice en Norvège afin de l'éloigner de Russie avant de finir en serviteur apparemment loyal du régime stalinien.

En 1921, une autre raison de la faiblesse des critiques de l'Opposition ouvrière au régime était le manque quasi total de perspectives internationales.

Le centralisme démocratique avait des orientations plus globales et internationalistes, c'est pourquoi ce courant fut capable de se maintenir et de donner naissance à autre chose comme nous le verrons.

## Les oppositions clandestines

Cependant l'Opposition ouvrière n'en resta pas là. Elle fit, en février 1922 un recours au congrès de l'IC (cf. : *Lettre des vingt-deux membres de L'Opposition* aux membres de la Conférence internationale de l'Internationale communiste). Puis au XI<sup>ème</sup> congrès du PC Chliapnikov et Medvediev en appelèrent encore une fois aux membres du parti. Ceux-ci attaquèrent la politique du parti notamment sa proposition de les exclure puisqu'ils avaient poursuivi leur action politique malgré la condamnation des fractions. Cette proposition ne fut cependant pas adoptée pour ces derniers bien que deux furent exclus, Mitine comme " *désorganisateur malveillant* ", et Kouznetsov " *comme étranger au prolétariat* ".

En 1924, il semble que certains membres de l'Opposition ouvrière soient encore actifs comme on peut le lire dans la lettre de Medvediev (cf. : *ibid*) publiée par le *Bulletin Communiste* en 1927. En 1924, l'Opposition ouvrière développe une critique de l'action du parti à l'étranger ; ce document est intéressant car il va à l'encontre de tout ce qui est en général admis et supposé sur l'Opposition ouvrière qui aurait rapidement disparu après 1922.

Décimée, l'Opposition fut de plus rapidement débordée sur sa gauche par des groupes clandestins au sein du parti comme *La Vérité ouvrière* et le Groupe ouvrier. *La Vérité ouvrière*, à cette époque, se montrait très hostile à l'Opposition ouvrière qu'elle considérait comme un « *groupe objectivement réactionnaire*<sup>(18)</sup> » dont les membres n'étaient que des « *loux vêtus de peaux d'agneaux* ». Le Groupe ouvrier se composant de ceux qui s'étaient regroupés autour de Miasnikov le plus connu d'entre eux, aura un avenir et sera le plus fécond dans le cadre de la dictature.

## La crise du parti, Cronstadt et la fin de l'épisode révolutionnaire en Russie...

Les contradictions du régime refoulées par la guerre civile refont surface dès le début 1921. Les émeutes paysannes commencées en septembre 1920, se multiplient et gagnent en intensité. En février 1921 la Tcheka ne dénombre pas moins de 118 soulèvements dont les plus violents éclatent dans la province de Tambov. Ces révoltes regroupent parfois jusqu'à 50 000 insurgés. Dans les villes la situation n'est pas meilleure, en 1920 la production industrielle est réduite au cinquième environ de son niveau de 1913. Les villes connaissent toujours des difficultés d'approvisionnement. La précarité des conditions de vie pousse de nombreux citoyens à refluer vers les campagnes ; la population de Petrograd passe de 2 000 000 en 1917 à 750 000 en 1920. Le nombre des travailleurs de l'industrie est réduit de moitié. C'est dans ce contexte qu'éclate la révolte de Cronstadt.

16. Miasnikov a été le seul à s'opposer à l'assaut contre Cronstadt.

17. Radek déclara : « En votant cette résolution, j'ai bien conscience qu'elle peut être retournée contre nous et néanmoins je la soutiens... Que le Comité central prenne, dans un moment de danger, des mesures très sévères contre les meilleurs camarades du parti, si cela est nécessaire... qu'il se trompe même ! Cela est moins dangereux que l'irrésolution que nous pouvons constater aujourd'hui. » Cité par Schapiro op. cit., pages 215 et 216.

18. Cf. : *L'Opposition ouvrière*, op cit, page 36.

Ce fut un drame effroyable pour la révolution et pour le mouvement ouvrier. Beaucoup de bolcheviks en gardèrent longtemps mauvaise conscience. C'est ce qu'a exprimé Boukharine devant le III<sup>e</sup> congrès de l'IC : « *Qui dit que Cronstadt était blanche ? Non. Pour nos idées, pour la tâche qui est la nôtre, nous avons été contraints de réprimer la révolte de nos frères égarés. Nous ne pouvons considérer les matelots de Cronstadt comme nos ennemis. Nous les aimons comme des frères véritables, notre chair et notre sang.* »<sup>(19)</sup>

Le X<sup>e</sup> congrès du parti s'est déroulé dans cette ambiance, il a révélé un parti divisé en proie à une grave crise. Lénine constate à l'occasion de ce débat qu'il n'y a pas moins de huit plateformes qui se réduisent finalement à trois avant l'ouverture du congrès. Mais cette extrême division le pousse à écrire un article : *La crise dans le parti*<sup>(20)</sup>. Cette crise ne cessera plus malgré les mesures bureaucratiques poussant à interdire les fractions comme nous l'avons vu ci-dessus. Rien ne pouvait résoudre ce problème politique, surtout pas des mesures administratives.

Le mal dont Lénine cherche à diagnostiquer les causes profondes se révélera être une crise générale du régime, entraînant une crise interne au parti et dans les rapports entre le parti, l'Etat et les masses. Que la crise se soit manifestée sur le problème syndical n'est pas un phénomène fortuit, il constitue le cœur de la relation et des contradictions du pouvoir avec la classe ouvrière. Lénine cerne au plus près le problème quand il dit : « *La vraie divergence .... ne réside nullement là où la voit le camarade Trotski, mais dans la façon de gagner les masses, de les aborder, d'organiser la liaison.* »<sup>(21)</sup>

Après le X<sup>e</sup> congrès et ses mesures administratives, la crise du parti ne cessera plus.

C'est dans ce même cadre que survint en 1923 la « *déclaration des quarante-six* » vieux bolcheviks. La crise change de niveau car à ce moment là le groupe dirigeant éclate puisque c'est le début de la prise du pouvoir par Staline. Dans un premier temps le courant des communistes de gauche fait cause commune avec l'opposition de Trotski avant d'évoluer elle-même de son côté en se radicalisant.

Les Centralistes démocratiques font partie de l'Opposition unifiée ou O.U. (Trotski, Zinoviev, Kamenev, etc...) qui se constitue au printemps 1926. Mais bien vite les tentatives de discussion dans le parti se montrent vaines et les ex-Centralistes démocratiques y voient la confirmation de ce qu'ils commençaient à entrevoir : le parti bolchevik est devenu le parti de la bureaucratie et qu'il faut s'engager vers une organisation indépendante. C'est ainsi qu'ils rompent après la « *déclaration de paix* » signée par 6 membres du comité central le 16 octobre 1926 (les signataires en sont Trotski, Zinoviev, Kamenev, Sokolnikov, Piatakov et Evdokimov). Ils analysent cette déclaration comme la capitulation de l'Opposition.

En 1926, le Groupe des Quinze se constitue à partir d'anciens Centralistes démocratiques. Laissons la parole à Miasnikov pour en parler : « *Le camarade Sapronov (ancien Centraliste démocratique et Déciste) (...) dans les années 1926-27, reparait à nouveau avec la plate-forme du Centra-*

*lisme démocratique. C'est une plate-forme*<sup>(22)</sup> *toute nouvelle d'un groupe par conséquent tout nouveau, sans autre lien avec le passé du "Centralisme démocratique" que la personne de Sapronov comme porte-parole*<sup>(23)</sup> se crée. Et, il poursuit : « *Le Groupe des quinze doit son nom à ce que la plate-forme fut signée par quinze camarades. Dans ses points principaux, dans son estimation de la nature de l'Etat en URSS, dans ses idées sur l'Etat ouvrier, le Programme des quinze se rapproche beaucoup de l'idéologie du Groupe ouvrier.* »

A cette époque, un rapprochement politique est d'ailleurs en train de s'effectuer entre ces deux groupes.

En août 1928, à la conférence de Moscou du Groupe ouvrier, il est dit que le « *Groupe Ouvrier a voté le texte d'un appel au Groupe des Quinze et aux rescapés de l'Opposition ouvrière, en les invitant à s'unir en une communauté de programme, sur la base de la Révolution de Novembre* » (nous disons Octobre du fait de notre calendrier<sup>(24)</sup>). Miasnikov dans *L'Ouvrier communiste*<sup>(25)</sup> ajoute : « *A la même réunion, a été présenté un projet de statuts pour les Partis communistes-ouvriers de l'URSS. N'ayant été que lu, sans être soumis à un examen approfondi, le projet n'a pas été considéré comme émanant du Conseil, mais seulement d'un membre du Bureau central.*<sup>(26)</sup> *Dans son appel, le Groupe ouvrier mentionnait ce projet comme devant être soumis à la discussion, pour que soit définitivement adoptée la base sur laquelle les groupes en question auraient à s'unir afin de former le Parti ouvrier-communiste russe.*

*Dans ce but, a été adoptée la résolution de constituer le Bureau central du Groupe ouvrier en Bureau central d'organisation pour les Partis ouvriers communistes de l'URSS.*

*Tous les membres du Groupe des Quinze étaient à cette époque dispersés en exil; aussi il ne pouvait être question d'organiser une réunion plénière. Mais à la réunion assistait un membre de ce groupe, avec voix délibérative.* »

## En prison et dans les camps (1933–1937)

Ciliga<sup>(27)</sup> montre comment le groupe qui s'était essentiellement constitué sur une nouvelle base (*le Manifeste des Quinze* ou *A la veille de thermidor*) gagnait constamment des militants de l'aile bolchevique-léniniste « irrécyclable » et finalement devient majoritaire à la prison de Vorkouta. Mais, c'est l'orientation du Groupe ouvrier au sein de la classe ouvrière, groupe beaucoup plus décidé politiquement, qui lui permet de regrouper des éléments autour de lui.

« *Le groupe de Miasnikov, les décistes, quelques anciens trotskistes en tout 25 personnes formèrent une 'Fédération des communistes de gauche'* »<sup>(28)</sup>

22. *La Plate-forme de l'Opposition des Quinze* du 27 juin 1927 (du groupe Sapronov-Smirnov, etc.) a été publiée en France en janvier 1928 par les Groupes d'avant-garde communiste sous le titre de *A la veille de Thermidor*. C'est Hedda Korsch, femme de Karl Korsch qui en fit la traduction en allemand. Voir ci-après.

23. *L'Ouvrier communiste*, numéro 6-7 de mars 1930.

24. Miasnikov fait référence à l'ancien calendrier julien. On parle de Révolution d'Octobre : car l'événement s'est produit le 25 octobre 1917 du calendrier julien ; pour le reste du monde cette journée sous le calendrier grégorien, correspond au 7 novembre 1917. Cela fait une différence de 13 jours.

25. *L'Ouvrier communiste*, numéro 6-7 de mars 1930

26. Ce texte a été rédigé par Miasnikov. Il fut publié en France pour la première fois par Albert Treint le 15 mai 1933.

27. A. Ciliga, *Au pays du mensonge déconcertant*, Champs Libre, Paris, 1977.

28. idem.

19. Avritch, *La tragédie de Cronstadt*, 1921, Seuil, page 132.

20. *Œuvres*, tome 32, pages 36 à 47.

21. *Œuvres*, tome 32, pages 15 et 16.